Politiques de développement et impératifs de sécurité dans les États de l'Euphrate

Elizabeth Picard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1402>

DOI : 10.4000/ema.1402

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1992

Pagination : 19-36

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Elizabeth Picard, « Politiques de développement et impératifs de sécurité dans les États de l'Euphrate », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 10 | 1992, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 09 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1402> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1402>

Ce document a été généré automatiquement le 9 juillet 2022.

Tous droits réservés

Politiques de développement et impératifs de sécurité dans les États de l'Euphrate

Elizabeth Picard

- 1 Dans la logique de l'État-nation dominante au Moyen-Orient, depuis la Seconde guerre mondiale, développement socio-économique et sécurité collective constituaient deux volets harmonieusement articulés d'une politique à la fois autoritaire et populiste. La nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956 fut bien sûr l'événement symbole de cette logique développementaliste et volontariste. Mais dans la région du Moyen-Orient qui nous intéresse ici plus spécialement, celle du bassin de l'Euphrate et de ses trois États riverains, la Turquie, la Syrie et l'Irak, une très large majorité des choix gouvernementaux se conformait à cette logique. Nous avons dit ailleurs¹ à quel modèle unique de modernisation se référaient les expériences de ces trois pays, mais aussi la place primordiale et combien ambiguë que chacun d'eux a réservée aux forces armées et à l'impératif séculaire dans sa politique d'État².
- 2 Si la gestion des eaux de l'Euphrate, second fleuve en importance au Moyen-Orient après le Nil, pose des problèmes nouveaux et croissants depuis le milieu des années 1970, c'est qu'à cette vision très idéologique d'une articulation harmonieuse entre sécurité et développement s'est substituée à cette époque une réflexion sur la persistance du sous-développement dans la région ainsi que sur la notion même de sécurité. Quant au passage de la bipolarité soviéto-américaine à un « ordre mondial relâché » au tournant de la décennie 1990, il invite à reconsidérer le couple sécurité-développement dans une perspective régionale et non plus seulement internationale.
- 3 Premièrement, donc le problème de l'exploitation à des fins économiques des eaux de l'Euphrate devient crucial pour des États qui n'ont pas réussi un véritable décollage après plusieurs décennies d'indépendance politique – le PNB/h de la Turquie et celui de la Syrie restent inférieurs à 2.000 US \$ en 1975 (l'Irak bénéficie, lui, du quadruplement du prix du pétrole). Dans ces trois pays, la croissance démographique reste très soutenue : plus de 3% par an en Syrie, près de 5% dans l'Anatolie du sud-est traversée

par l'Euphrate, tandis que l'exode rural suscite de nouvelles tensions sociales, difficiles à gérer. Dans ces conditions, la notion d'impératif alimentaire se substitue à celles de développement ou d'industrialisation qui étaient les maîtres mots des années tiers-mondistes, tandis que le spectre de la dépendance alimentaire (et de son corrélat, l'utilisation par un ennemi de l'arme alimentaire) se profile à l'horizon politique. Incontestablement, dans tout le Moyen-Orient, le monde agricole et la production alimentaire reçoivent désormais une attention beaucoup plus soutenue, parfois prioritaire³.

- 4 Deuxièmement, les nombreuses crises de légitimité qui secouent tant la Turquie kémaliste que la Syrie et l'Irak républicains, et encore après le triomphe du Bath dans chacun de ces deux États, invitent à une distinction salutaire entre la sécurité des États et celles des populations, et même entre la sécurité des régimes et celle des États⁴. Autrement dit, entrent en jeu au Moyen-Orient des solidarités communautaires, ethniques et religieuses, infra- et trans-étatiques, qui sont en décalage par rapport à, voire contredisent, les notions de citoyenneté et d'intérêt commun de la nation. Ainsi, la défense de la sécurité d'une partie de la population peut opérer à l'exclusion de, ou contre, la sécurité d'une autre partie ; plus, les forces armées de l'État peuvent être engagées non contre l'étranger, mais contre des populations de l'intérieur. Quant aux intérêts des dirigeants, ils sont souvent ceux d'un groupe hégémonique (régional, communautaire, de classe...) dont la défense peut être privilégiée aux dépens de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'État.
- 5 Troisièmement, la décomposition progressive du système étatique international, structuré autour de deux grands pôles d'influence et par le principe d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, facilite l'apparition de flux trans-étatiques, économiques, humains et culturels. Non seulement la notion de centre et périphérie, liée au système étatique international, doit être revue, mais les stratégies tendent désormais à se déployer dans un espace régional (ici, le Moyen-Orient), plutôt que dans un espace interétatique⁵. Cela est particulièrement vrai dans le bassin de l'Euphrate où les relations interétatiques étaient jusque-là fortement marquées par la division est-ouest de la Guerre froide et où la guerre du Golfe a constitué la première et radicale mise en cause des frontières internationales et des souverainetés, d'abord avec l'invasion du Koweït puis avec les soulèvements populaires à l'intérieur de l'Irak.
- 6 C'est donc une re-considération de l'Euphrate comme ressource naturelle et comme fleuve transfrontalier que nous voudrions esquisser, à partir des changements intervenus depuis une quinzaine d'années. Tout d'abord, nous présenterons les politiques d'irrigation et de production d'énergie des trois États riverains, avec leurs effets positifs mais aussi négatifs, et les contradictions qu'elles engendrent. Évoquant ensuite un débat très alarmiste qui s'élève depuis cinq ans environ à propos de l'eau en général au Moyen-Orient, et de l'Euphrate en particulier, nous voudrions examiner la compétition interétatique pour l'eau en regard des tensions bilatérales irako-syriennes et turco-syriennes, principalement. Prenant en compte enfin la nouvelle configuration régionale après la Guerre froide, nous nous interrogerons sur l'avenir de la gestion collective du couple développement/sécurité par les États du bassin de l'Euphrate.

De la Mésopotamie anatolien agricole au nouveau Far East

- 7 Bien logiquement, l'Irak a été le premier des trois États riverains de l'Euphrate à utiliser pour l'irrigation puis pour la production d'électricité une eau extrêmement abondante (30 milliards m³/an auxquels s'ajoutent les 31,3 milliards du Tigre en Mésopotamie) ; depuis des millénaires, le pays était confronté à la double nécessité d'irriguer les cultures et de contrôler un débit dangereusement irrégulier. Près de la moitié de ses terres agricoles étaient irriguées au début des années 1970 – près de 2 millions d'ha, dont la moitié à partir de l'Euphrate entre Hit et Hindiyya⁶. En dépit des très graves problèmes de salinisation (par défaut de drainage) auxquels cette agriculture était confrontée, le déficit alimentaire du pays était devenu tel (60% d'importations en 1990) après huit ans de guerre avec l'Iran, que le régime ba'thiste annonçait son intention d'augmenter les superficies irriguées d'un million d'ha. Même si une telle extension allait nécessiter des années sinon des décennies, même si le Tigre et ses affluents, les deux Zab, le Udhaïm et la Diyâla, allaient fournir la majeure part des eaux nécessaires, l'Irak avait pour projet, à la veille de sa destruction dans la guerre du Golfe, d'augmenter largement sa consommation d'eau de l'Euphrate.
- 8 C'est aussi l'objectif de la Syrie, encore que l'exploitation des eaux de l'Euphrate s'y présente d'une façon fort différente. En effet, alors que la mise en valeur de la vallée de l'Oronte ('Asî) avait commencé à l'époque du Mandat français, le premier barrage important sur l'Euphrate n'a été entrepris que dans les années 1960. Mais ce barrage al-Thawra, achevé en 1976, et les deux barrages moins importants al-Ba'th (1986) et Tishriri (en construction), servent avant tout à la fourniture d'électricité à l'ensemble de la Syrie (plus de 60% de sa consommation globale). Tout en tenant compte des variations annuelles de l'enneigement des montagnes du Taurus et de la pluviosité dans la zone du Piémont, la Syrie est donc anxieuse d'assurer un remplissage minimal régulier des lacs de retenue, en deçà duquel les turbines hydro-électriques cesseraient de tourner. Quant à l'utilisation du fleuve et de ses affluents à des fins agricoles, c'est une longue histoire de projets et de déceptions successifs⁷, en particulier en raison de la forte teneur en gypse des sols de la vallée entre Raqqa et Mayadin. En vingt ans, les superficies agricoles irriguées projetées par la General Authority of the Development of the Euphrates Basin (GADEB) sont passées de 640.000 d'ha à 300.000 d'ha – 240.000 sur l'Euphrate et 137.000 sur son affluent le Khabûr⁸ – dont la moitié à peine était réalisée au tournant des années 1990.
- 9 La lenteur et les difficultés de l'aménagement du bassin du moyen Euphrate en Syrie contrastent avec l'ampleur et la progression à marche forcée du projet turc du GAP (Güneydogu Anadolu Projesi) sur lequel il faut nous arrêter un moment, en prenant toutefois la précaution de souligner qu'il s'agit d'un projet en cours de réalisation, dont les conséquences pour les équilibres écologiques et sociaux sont peu et mal évaluées, et que son coût, supporté entièrement jusqu'ici par un budget d'État déficitaire a déjà largement dépassé à cette phase intermédiaire les 21 milliards \$ prévus initialement⁹.
- 10 La Turquie a inauguré ses grands travaux hydrauliques en Anatolie du sud-est il y a une vingtaine d'années, avec les deux barrages de Keban (1974) et Karakaya (1977-1980) destinés presque exclusivement à la production d'électricité. Le GAP se présente comme un ensemble intégré dont l'objectif est la mise en valeur d'une région périphérique et sous-développée du pays. Il comprendra au total 21 barrages et 17

usines hydro-électriques sur le cours supérieur de l'Euphrate, mais aussi du Tigre. Grâce à ces deux fleuves et à leurs affluents, 1,6 millions d'ha devraient être irrigués entre Urfa, Mardin et la plaine de Harran, au moyen de deux conduites forcées d'une vingtaine de kilomètres. Au début du III^e millénaire, le GAP pourrait fournir à la Turquie un quart de sa production d'électricité, donc réduire éventuellement ses dépenses pétrolières. Les terres irriguées devraient représenter un tiers des terres irriguées du pays. La région deviendrait le troisième pôle industriel (après Istanbul et Izmir), et éventuellement démographique, du pays¹⁰.

- 11 En dépit du gigantisme des travaux entrepris – le barrage Atatürk, construit entre 1983 et 1990, est le quatrième ou le cinquième du monde par l'ampleur de son lac de retenue – le GAP ressemble encore fort à une entreprise extraterritoriale, sans emprise ni sur les paysages ni sur une population rurale dont le niveau de vie est moitié moindre de la moyenne nationale. L'exode des villageois des six provinces concernées – environ 5 millions de personnes, kurdes à environ 90% – n'a pas diminué, plus de 50.000 personnes ont dû abandonner leur village inondé¹¹, tandis que les travailleurs du chantier, essentiellement des hommes venus de l'ouest du pays, constituent le noyau de l'immigration turque projetée par les pouvoirs publics. Plus de dix ans après le lancement du projet, il règne une certaine incertitude quant à la distribution régionale de l'énergie électrique produite sur place et à la gestion des terres mises en valeur. Dans un proche avenir, après les prouesses remarquables du BTP turc, les implications sociales et politiques du projet du GAP, sur lesquelles nous reviendrons, constitueront une épreuve tout aussi importante pour le pays.

Pénurie et pollution : deux menaces sur l'Euphrate

- 12 Au niveau technique, les consultations entre les trois gouvernements responsables du bassin de l'Euphrate ont commencé dès le début des années 1960, en raison de la nécessité de régulariser le débit d'un fleuve qui provoquait des inondations imprévisibles et catastrophiques. La base juridique de négociation entre les trois États riverains était extrêmement mince puisque, s'il existe une jurisprudence des fleuves transfrontaliers (le Rio Grande, la Columbia, le Rhin), elle porte principalement sur les problèmes de navigation. Les Nations Unies en sont encore aujourd'hui au stade de la discussion en comité d'un projet de réglementation¹². Dans le cas de l'Euphrate, les discussions se fondent sur un accord de 1920 entre la France et la Grande-Bretagne, alors puissances mandataires en Syrie et en Irak, portant sur le respect du débit du fleuve, ainsi que sur l'engagement de la Turquie, par le traité de Lausanne en 1923, à consulter l'Irak avant d'entreprendre des travaux sur le fleuve¹³. C'est donc l'exigence, par les institutions multilatérales, d'un consensus préalable des États riverains avant de financer un projet d'aménagement par un État, qui constitue l'incitation la plus sérieuse à une concertation interétatique à propos de l'Euphrate. Jusqu'ici, ni la Syrie ni la Turquie n'ont obtenu de tels financements, faute du consentement de leurs partenaires.
- 13 Une commission technique tripartite turco-syro-irakienne a cependant été créée en 1980, en large partie à l'incitation de la Banque mondiale, et elle n'a cessé depuis de faire progresser l'information en matière climatologique puisque l'irrégularité du fleuve et les cycles pluriannuels de sécheresse sont un problème majeur, mais aussi à propos des techniques d'irrigation et du problème phénoménal de l'évaporation,

laquelle consomme deux fois plus d'eau que l'irrigation. L'urgence d'une connaissance scientifique des conditions géographiques du bassin de l'Euphrate est reconnue par tous, et l'on assiste dans la décennie 1980 à des avancées tant dans le domaine juridique que dans les domaines techniques. Pourtant, jouant à son profit de la compétition syro-irakienne, la Turquie s'est refusée jusqu'ici à signer un accord¹⁴.

- 14 Le problème est qu'il est tard peut être trop tard¹⁵, pour éviter la pénurie et la pollution qui menacent en raison de projets très ambitieux et non concertés. Une première alerte avait été chaude lorsqu'en 1973-1974, Turquie et Syrie avaient entamé simultanément et sans concertation le remplissage des lacs de barrage de Keban et de Tabqa (al-Thawra). Durant l'été 1974, année de sécheresse exceptionnelle, le niveau de l'Euphrate a baissé drastiquement en Irak méridional où la superficie des cultures irriguées fut du coup sensiblement réduite. Et ce n'est pas par coïncidence qu'ont éclaté alors des émeutes populaires dans cette région¹⁶. La seconde alerte fut plus sérieuse encore : du 13 janvier au 13 février 1990 a eu lieu la première phase de remplissage du barrage Atatürk, durant laquelle le débit de l'Euphrate à la frontière turco-syrienne est tombé à 120 m³/s¹⁷. Coupures d'électricité et cultures ruinées furent les conséquences visibles du manque d'eau dès le printemps suivant en Syrie et en Irak. Et la troisième alerte est à venir en 1994, année de remplissage maximum du lac du barrage Atatürk.
- 15 Bien entendu, il n'est pas possible de trancher dans un débat d'experts extrêmement complexe et incertain, sur les prévisions concernant l'évolution du débit de l'Euphrate en fonction de l'avancée des projets hydro-agricoles (la production d'électricité utilise aussi beaucoup d'eau mais la restitue au lieu et en l'état) de chacun des États riverains. En particulier, le projet du GAP implique le pompage et l'utilisation par la Turquie de près des quatre cinquièmes des nappes aquifères renouvelables situées dans son sous-sol à la frontière syrienne ; le hic c'est que ces nappes alimentent en Syrie les sources de Tell Abyad et de Ras al-'Ayn d'où naissent respectivement le Baïkh et le Khabûr, les deux principaux affluents de l'Euphrate. Combinant une batterie de variables climatiques, géologiques et techniques, Kolars et Mitchell évaluent cependant le débit du fleuve en 2030, date d'achèvement présumée du GAP, entre 300 et 600 m³/s à Jerablus (frontière turco-syrienne), et entre 130 et 400 m³/s à Abul-Kemal (frontière syro-irakienne). Or, dans tous les dossiers préparés pour les négociations depuis 1963, Damas et Bagdad ont l'un et l'autre fixé leurs exigences minimales à 500 m³/s¹⁸.
- 16 Sur ce problème de l'inadéquation croissante entre les disponibilités et les besoins en eau dans le bassin de l'Euphrate vient se greffer celui de la qualité des eaux, problème dont la Syrie et l'Irak ont déjà eu à connaître sur leur propre territoire. Non seulement le phénomène de salinisation des terres augmente à mesure que le débit de l'eau diminue, mais la mise en valeur agricole s'accompagne partout de l'utilisation d'insecticides, d'herbicides et d'engrais dont sont ensuite chargées les eaux usées qui ont servi à l'irrigation des terres. Concrètement, la Turquie devrait prévoir l'évacuation des eaux usées de la nouvelle agriculture irriguée intensive en Anatolie du sud-est ; or jusqu'ici, dans le projet du GAP, il n'est pas question de station d'épuration mais de déversement direct de 35% de ces eaux usées soit dans le Baïkh soit dans le Khabûr, qui deviendraient en conséquence impropres à la consommation et à l'irrigation.

La « guerre de l'eau » à propos de l'Euphrate

- 17 Alors que la croissance démographique, les transformations agricoles, l'industrialisation et les dégradations écologiques dont il a été question jusqu'ici sont des phénomènes dont les conséquences doivent être analysées en longue ou en moyenne durée (de l'ordre de la décennie), depuis la fin des années 1980 les médias se sont soudainement emparés de la question de l'Euphrate et plus généralement de la question de l'eau au Moyen-Orient sur un mode dramatique, faisant référence à certaines déclarations à la presse internationale du géographe Amnon Soffer de l'Université de Haïfa et surtout au rapport d'un groupe de chercheurs du Center for Strategic and International Studies de Washington¹⁹. Comment des questions techniques et même scientifiques se sont-elles transformées en questions politiques, voire en une menace de guerre alimentée par une théorie de la conspiration²⁰?
- 18 Un premier élément de réponse nous est fourni par ce qu'il convient d'appeler la surdétermination du politique au Moyen-Orient; le fait que la logique et les impératifs économiques sont sacrifiés au profit d'une logique (ou plutôt d'une idéo-logique) politique; le fait que les pouvoirs politiques de la région sont plus préoccupés du contrôle et de la redistribution des biens que de leur production (et dans ce domaine, la tendance à considérer l'eau, comme le pétrole, comme une ressource non produite, mais distribuée, est grande); et également le fait que le recours à la force y est au moins aussi commun que la négociation. Mais il est indispensable de prendre en compte un second élément qui éclaire le premier: les problèmes techniques et écologiques de l'utilisation et de la répartition de l'eau au Moyen-Orient mettent en compétition des États qui, par ailleurs et indépendamment de cette question de l'eau, sont déjà divisés par de graves contentieux internationaux, territoriaux, sécuritaires, etc.
- 19 Prenant pour exemple le cas du Jourdain, l'universitaire américaine Myriam Lowi s'est attachée à comprendre l'articulation entre la question du partage de l'eau et celle des différends d'ordre politique au Moyen-Orient²¹. Une réflexion comparative (avec l'Euphrate et l'Hindus) l'amène à deux conclusions: premièrement et contrairement aux idées répandues, en particulier chez les « political functionalists », les disputes entre riverains se présentent comme des microcosmes des rivalités interétatiques avec lesquelles elles coexistent, et ne peuvent être résolues qu'une fois les problèmes proprement politiques aplanis. Deuxièmement, l'accord de la « puissance dominante » qu'est l'État situé en amont du cours du fleuve international est la condition primordiale de la résolution de ces disputes²².
- 20 D'emblée, on peut appliquer au projet du *peace pipe-line*, si souvent associé à la question de l'Euphrate, les analyses proposées par M. Lowi. En effet, en avril 1987, c'est à dire – comme nous le verrons plus loin – au plus tort d'une période de tension turco-syrienne, les autorités d'Ankara ont offert de vendre au prix d'1,5 \$ le m³²³ aux pays du Moyen-Orient 2 milliards m³ par an d'eau potable des rivières Seyhan et Ceyhan, transportés par deux conduites de 2.000 km (vers Jeddah par la Syrie et la Jordanie) et 2.400 km (vers Sharjah par l'Irak et l'Arabie Saoudite). Cette offre était assortie d'un appel au financement de la construction du *peace pipe-line* par les États pétroliers du Golfe, dont la firme américaine Brown & Root, chargée du rapport préliminaire de faisabilité, estimait le coût à 20 milliards \$. Depuis, chaque fois que des officiels turcs sont amenés à commenter en public la question de l'Euphrate, ils présentent l'offre d'Ankara comme

la solution aux problèmes de l'eau au Moyen-Orient²⁴. Mais, bien évidemment, aucun État arabe n'a donné de réponse positive à cette offre, non seulement en raison de son prix, mais aussi en raison des inimitiés interétatiques qui la rendent pour l'instant irréalisable, et peut-être encore plus en raison de l'immense pouvoir que sa rente en eau et sa position de fournisseur donnerait à la Turquie sur ses voisins arabes.

- 21 On retrouve là, sous une autre formulation, le dilemme, évoqué en introduction, de l'articulation entre développement et sécurité, qui est au coeur du débat régional aujourd'hui au Moyen-Orient. Pour saisir les mécanismes et la dimension actuelle de la question de l'Euphrate, il est donc nécessaire de la replacer dans un cadre politique plus large, celui de la coopération et de la confrontation entre États riverains depuis des décennies, en particulier dans le domaine territorial et dans celui de la souveraineté et de l'intégrité des États.

Le contentieux turco-arabe

- 22 Il est indéniable que les circonstances de la séparation arabo-turque en 1916-1924 (de la grande révolte arabe à l'abolition du califat) imprègnent encore négativement aujourd'hui les mémoires et les mentalités de part et d'autre de la frontière de partage, tant il est vrai que les représentations évoluent plus lentement que les pratiques politiques et économiques. Mais il ne faut pas surestimer cet aspect négatif; les meilleurs historiens de l'époque ottomane procèdent à une réévaluation positive du passé turco-arabe²⁵ et les historiens de l'Entre-deux-guerres comme Péter Sluglett et ceux des années cinquante comme Ismaïl Soysal décrivent désolations bilatérales turco-syriennes et turco-irakiennes qui, pour n'être ni denses ni chaleureuses, n'en sont pas moins civiles. C'est dans cet esprit qu'il faut évaluer la place de la question d'Alexandrette et celle de la question de Mossoul dans les relations turco-arabes aujourd'hui. Quoi qu'en laissent entendre certains discours de circonstance qui sont l'occasion, pour certains dirigeants politiques d'instrumentaliser une revendication territoriale²⁶, un consensus tacite prévaut qui facilite la circulation des personnes et les échanges entre Alexandrette et Alep, entre Alexandrette et Beyrouth²⁷, tandis que le Président turc proclame dans le feu de la crise du Golfe, que « la question de Mossoul est historique »²⁸.
- 23 Clairement, la clef des relations entre les trois pays riverains de l'Euphrate ne réside ni dans le niveau de leurs échanges, ni dans le choix de relancer ou de calmer des irrédentismes. Dans les années 1980, il faut la voir plutôt dans le réveil de la question kurde, qui préoccupe les trois régimes d'Ankara, de Damas et de Bagdad, même si chacun lui accorde un traitement officiellement différent: négation par les nationalistes turcs au nom de la modernité kémaliste, autonomie appliquée de façon restrictive depuis 1974 en Irak, et combinaison de répression et de clientélisation en Syrie²⁹. Car la revendication kurde nationalitaire s'élève à l'encontre même de l'idéologie nationaliste unitariste sur laquelle sont construits tant l'État kémaliste que les États baathistes. Non seulement elle menace le fragile principe d'unité nationale, mais elle remet en cause le partage territorial de 1918-1924, et donc l'intégrité des États. C'est pourquoi dès 1979, quatre ans seulement après l'écrasement de la révolte de Mas'ud Barzani en Irak, le général Evren, qui n'avait pas encore pris le pouvoir à Ankara, a négocié avec Bagdad des mesures policières communes dans la zone frontalière, et surtout la reconnaissance d'un droit de poursuite sur une profondeur de plusieurs dizaines de kilomètres sur le

territoire de l'État voisin, officialisé par un accord en octobre 1984. L'armée et l'aviation turques sont intervenues à trois reprises contre les Kurdes en Irak (en 1983, 1986 et 1987), parce qu'Ankara et Bagdad était préoccupés, à des degrés différents mais de façon convergente, par les offensives iraniennes en Irak. Non seulement il n'était pas question alors de contentieux, mais la Turquie de Turgut Ôzal, décidée à coopérer avec l'Irak de Saddam Husayn dans ce domaine plus encore que dans d'autres, a refusé le statut de réfugiés à 30.000 Kurdes fuyant devant l'armée irakienne en octobre 1988.

- 24 Par contre, à la même époque, la question kurde était devenue une pomme de discorde entre la Turquie et la Syrie, les accords sur la protection de leur frontière commune longue de plus de 1.000 km signés en juin 1981, mars 1985 et octobre 1986 étaient tous restés lettre morte. En effet, depuis la reprise de la lutte armée en Turquie par le PKK, parti indépendantiste marxiste, précisément à l'époque du démarrage de la construction du barrage Atatürk, le territoire syrien et la Beqaa libanaise occupée par l'armée syrienne depuis 1976 servaient de sanctuaire aux militants opérant contre les forces armées turques dans les régions de Dyarbekir et de Mardin – de même qu'aux 'Afiljî, un groupe alevî d'extrême gauche, actif dans la province l'Alexandrette. De plus, au grand dam d'Ankara, Damas abritait Abdullah Ocalan, le secrétaire général du PKK, ainsi d'ailleurs que nombre de dirigeants des partis de l'opposition kurde d'Irak.
- 25 C'est ici le lieu de rappeler l'environnement international de la Guerre froide dans lequel s'inscrivaient ces relations symétriquement inversées lorsqu'il était question de la question kurde. Dans les années 1980, l'Irak, qui avait pourtant signé en 1972 un traité d'amitié avec l'URSS, glissait progressivement dans un rapport de neutralité positive avec l'Occident qui le considérait comme un pilier de la stabilité moyen-orientale face à la révolution khomeyniste. Cette évolution n'était pas sans influence sur ses relations avec la Turquie, laquelle, tout en s'efforçant (conformément à ses intérêts) de tenir une position équilibrée entre Iran et Irak, sympathisait visiblement avec l'Irak de Saddam Husayn plus qu'avec la République islamique. Tout au contraire, la Syrie qui restait militairement dépendante de l'Union soviétique, était considérée à Ankara comme un agent aggravant de l'instabilité dont souffrait encore le système politique turc, puisqu'elle était impliquée dans un soutien à plusieurs réseaux terroristes pro-soviétiques, palestiniens, arméniens, bulgares et bien sûr kurdes. Et si la Syrie ne considérait pas la Turquie comme une menace au même titre qu'Israël, elle la voyait toujours comme le bras armé de l'Occident dans la région.

L'arme de l'eau

- 26 Trois exemples permettent d'illustrer la façon dont la question de l'eau de l'Euphrate entraînait en jeu et était instrumentalisée dans le cadre des tensions bilatérales entre États riverains.
- 27 En 1974, La Turquie entreprit de remplir le barrage de Keban tandis que la Syrie achevait le remplissage du lac Asad retenu par le barrage de Tabqa. Comme nous l'avons vu, le cours de l'Euphrate en Mésopotamie irakienne en fut si fortement diminué que la récolte fut catastrophique et la paysannerie acculée au désespoir. Il s'ensuivit une très grave crise internationale, mais qui épargna presque totalement Ankara : d'abord, Keban n'est pas un barrage destiné à l'irrigation et son remplissage n'occasionnait qu'une baisse temporaire et modérée. Ensuite, les relations turco-

syriennes et turco-irakiennes étaient plutôt bonnes à l'époque, puisque le quadruplement des prix du pétrole permettait un développement remarquable des échanges et de la coopération financière et technique turco-arabe³⁰. La crise vit donc s'affronter les deux régimes ba'athistes de Damas et Bagdad et prit un tour si aigu que des troupes firent mouvement de chaque côté en direction de la frontière. L'année suivante, l'Arabie Saoudite parvint à calmer les tensions, à force de gratifications distribuées à chacun des protagonistes, mais elle ne put obtenir un accord, malgré la tenue d'une commission technique sous ses auspices à Riyadh³¹. Une fois le lac Asad rempli, le problème de l'eau fut momentanément mis sous le boisseau, tant il est vrai qu'il avait surtout servi à alimenter la rivalité de légitimité et de leadership opposant les deux présidents ba'athistes Hafiz el-Asad et Saddam Husayn³².

- 28 En 1987, le Premier ministre turc Turgut Özal et le Président syrien Hafiz el-Asad se concertèrent en Syrie pour tenter de mettre fin à une crise bilatérale qui ne cessait de s'aggraver. Ankara s'était déjà plaint d'activités de plus en plus audacieuses de terroristes liés à ou venus de Syrie, auprès de l'ambassadeur al-Rifa'i en 1985, puis du Premier ministre Ra'ûf al-Kasm en mars 1986. À Damas en retour, on s'inquiétait ouvertement de la baisse catastrophique de l'Euphrate au cours de l'été précédent, année de sécheresse exceptionnelle, où cinq des huit turbines de Tabqa avaient cessé de fonctionner, provoquant de longues coupures quotidiennes d'électricité dans tout le pays. À son arrivée à Damas, Özal prit soin de proclamer qu'il n'était pas question pour la Turquie de recourir à « l'arme de l'eau ». Mais le mot était prononcé et l'idée bien présente. Le protocole bilatéral signé immédiatement garantissait un débit minimal de l'Euphrate de 500 m³/s à Jerablus. Pour sa part, la Syrie, par ailleurs mise au ban de la communauté internationale depuis plusieurs affaires d'attentats en Occident, promettait d'exercer une surveillance plus stricte de la frontière, tout en arguant du fait qu'elle n'était pas en mesure de contrôler les groupes armés opérant à partir de la Beqaa libanaise, pourtant, ce protocole est resté lettre morte et n'a pas empêché la crise de janvier 1990, au moment du remplissage du barrage Atatürk, non plus que des baisses soudaines de débit, dont Ankara invoquait chaque fois les causes « techniques », et qui répondaient à des pénétrations de combattants kurdes depuis la Jazîrah syrienne. Récemment, en avril 1992, le ministre turc de l'Intérieur, Ismet Sezgin, est venu impromptu à Damas arracher aux autorités syriennes un protocole antiterroriste, menaçant explicitement cette fois de retenir l'eau ce l'Euphrate : dans les semaines qui suivirent, environ 400 combattants du PKK quittaient leurs camps dans la Beqaa pour Beyrouth, le Kurdistan irakien et... l'Anatolie du sud-est.
- 29 En comparaison, ce n'est qu'en mai 1990 que l'Irak a opposé ses exigences sur l'eau au Premier ministre turc Yildirim Akbulut, venu à Bagdad négocier la prorogation de l'accord de 1984. Jusque-là, Bagdad se gardait de mêler ses protestations à celles de Damas, et dans ses relations avec Ankara, les arrangements de sécurité et les bénéfices mutuels de l'exportation du pétrole de Kirkouk par Yumurtalik, sur la côte méditerranéenne faisaient passer au second plan la question de l'eau. Bien sûr, l'alerte de janvier 1990, lors du remplissage du lac du barrage Atatürk, a peut-être accéléré la prise de conscience par les responsables irakiens de l'agriculture, des difficultés à venir, et ils ont d'ailleurs proposé en avril aux Syriens de rouvrir les négociations sur l'Euphrate. Mais ce qui a surtout provoqué le changement d'attitude irakien est la volonté de Saddam Husayn, puisque la guerre avec l'Iran était terminée, de reprendre le contrôle du nord de l'Irak jusqu'à sa frontière internationale, comme en témoignait la campagne de 'pacification' anti-kurde menée en 1988-1989 par son propre cousin, Ali

Hasan al-Majîd. Plus, jouant la division du mouvement kurde, Bagdad apportait déjà son accord, au moins tacite à l'installation de bases du PKK dans les montagnes du nord et au lancement d'opérations contre le territoire turc. À la veille de la guerre de Koweït, l'Irak s'apprêtait donc à succéder à la Syrie dans l'affrontement avec la Turquie sur les thèmes croisés de l'eau et de la sécurité.

- 30 De ces trois temps forts de crise où la question de l'eau a été instrumentalisée par les États du bassin de l'Euphrate, il faut retenir qu'ils se situent à une époque où le système politique moyen-oriental fonctionnait sous le double signe de la bipolarité et de la bilatéralité. Bipolarité, parce que le soutien des États-Unis et de l'Union soviétique chargeait les désaccords et les affrontements locaux d'une signification idéologique et même géostratégique peut-être excessive, tout en garantissant leur limitation dans le cadre de la dissuasion de la Guerre froide. Bilatéralité, puisque les États arabes du Moyen-Orient, même lorsqu'ils se réclamaient d'un même programme unitaire comme la Syrie et l'Irak, menaient des stratégies individuelles souvent contradictoires, manipulant les oppositions et les groupes terroristes des États voisins, tout en restant attentifs à respecter le statu quo interétatique. De plus, aucun État du Moyen-Orient – ni l'Égypte relativement isolée, ni l'Iran affaibli par la guerre, ni la Turquie inscrite dans le système Est-Ouest – n'était alors en mesure de s'imposer au niveau régional.

Une nouvelle problématique régionale ?

- 31 Il est encore tôt pour décrypter les recompositions politiques et stratégiques au Moyen-Orient après le choc de la guerre du Golfe, et plus encore pour évaluer la profondeur du traumatisme infligé aux esprits. Mais de mois en mois, à mesure que l'on s'éloigne du moment charnière que fut la guerre terrestre de la coalition internationale contre l'Irak, la nouvelle dimension de la question kurde apparaît plus clairement. Nouvelle, parce que l'interdiction faite aux autorités politiques et militaires irakiennes de contrôler les régions situées au nord du 36^e parallèle³³ et la prorogation, tant de la présence sur la base d'Incirlik en Turquie des 4.500 hommes de l'opération *Provide comfort* de celle des ONG protégées par 470 « Gardes bleus » au Kurdistan d'Irak, ont favorisé l'instauration d'un pouvoir kurde *de facto* sur 40.000 km² du territoire irakien. Concomitamment, les militants du PKK qui avaient été à deux doigts de signer une trêve avec le gouvernement turc à la veille des législatives d'octobre 1991, ont repris progressivement la lutte armée à la fois contre l'armée et contre les Islamistes anti-indépendantistes, entraînant la région dans un cycle de violence tel que certains comparent la situation actuelle dans le sud-est anatolien à celle qui prévalait en Algérie à la fin des années 1950.
- 32 Ce qui est nouveau, c'est qu'au lieu de se développer comme une série de problèmes internes à chaque État de la région (et dans lequel l'État voisin jouait le rôle de base arrière pour les *peshmergas*), la question kurde se présente depuis la guerre du Golfe comme une question régionale. Bien sûr, les partis et les milices kurdes ne sont pas unifiés ; des affrontements armés opposent encore le Parti Démocratique Kurde de Barzani et le PKK dans le nord de l'Irak. Mais l'organisation, par le Front du Kurdistan d'Irak, d'élections générales en mai 1992 est le signe avant-coureur du passage de la division interclanique au débat entre partis dans les quatre pays où le mouvement kurde est organisé. Surtout, il devient de moins en moins possible pour des États comme la Turquie, l'Irak, et même l'Iran, de gérer leur question kurde sans l'envisager

en même temps dans les États voisins, comme l'a suggéré (prématurément) Turgut Özal en évoquant la transformation de l'Irak en une fédération et en invitant les dirigeants du PDK et de l'Union Patriotique du Kurdistan à Ankara dès février 1991. Plus généralement, ce n'est pas la seule frontière koweïto-irakienne qui a été remise en cause par l'agression irakienne du 2 août 1990 ; c'est l'intégrité de l'État irakien lui-même dans ses frontières héritées de la colonisation ; c'est tout le découpage étatique au Moyen-Orient, tandis que s'ouvrait la possibilité, confirmée par les bouleversements en Europe du sud et dans la CEI, de voir naître une « nouvelle configuration régionale »³⁴.

- 33 Paradoxalement, cette perspective inquiétante pourrait avoir quelque effet bénéfique sur la gestion des eaux de l'Euphrate, également dans le sens d'une régionalisation, d'une gestion collective, de la question. Les enjeux économiques et écologiques de l'exploitation du fleuve sont devenus trop importants et urgents pour que les États se contentent, comme dans la période précédente, de faire « tourner » le problème kurde d'État en État, de le traiter sur un mode presque exclusivement sécuritaire et de perpétuer par là même l'insécurité des populations locales et des projets de développement. Mais il leur faudrait beaucoup d'audace pour inventer une nouvelle notion de sécurité régionale qui face droit à la fois à la souveraineté des centres étatiques et à la pluralité des périphéries.
- 34 Car il apparaît plus que jamais évident que des progrès, ou même l'ouverture de négociations sur la question de l'Euphrate, doivent être précédés, ou au moins accompagnés, d'une recherche de détente stratégique et de l'instauration de mesures de confiance concernant l'armement et les libertés collectives. L'échec de la Turquie à organiser une conférence internationale sur l'eau en octobre 1991 en est une preuve ; la non-participation de la Syrie aux réunions multilatérales de Moscou (février 1992) et de Vienne (mai 1992) – où la Turquie, elle, fut assidue mais discrète – en est une autre ; sans parler de l'absence de l'Irak. Des moyens techniques existent pourtant pour mesurer équitablement le partage, rentabiliser l'exploitation harmonieuse du fleuve, et pour éviter que des projets grandioses ne tournent à la catastrophe écologique et humaine.

NOTES

1. 1991, « La modernisation autoritaire par les nationalistes arabes : écho et test de l'expérience kémaliste », in : *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, sous la direction de S. VANER, Paris, l'Harmattan, pp. 153-168.
2. 1990, « Arab military in politics: from revolutionary plot to authoritarian states », in : *The Arab State*, sous la direction de G. LUCIANI, Londres, Routledge, pp. 189-219.
3. Cf. Sept.-oct. 1990. *Middle East Report* 166, « Food and the Future ». En particulier M. WENGÊ & J. STORK, « The food gap in the Middle East », pp. 15-20.
4. Cf. *Dilemmas of security and development in the Arab world*, sous la direction de R. BRYNEN, B. KORANY & P. NOBLE, Londres, Macmillan, sous presse.

5. 1992, « Le Moyen-Orient après la Guerre froide et la guerre du Golfe », in *L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la Guerre froide*, sous la direction de Z. LAÏDI, Paris, Presses de la FNSP, pp. 103-130.
6. CLAWSON (M.) et al, 1971, *The agricultural potential of the Middle East*, Washington, American Elsevier Publications.
7. Cf. en particulier HANNOYER (J.), été 1985, « Grands projets hydrauliques en Syrie. La tentation orientale », *Maghreb-Machrek* 109, pp. 24-42.
8. KOLARS (J.), MITCHELL (W.), 1991, *The Euphrates river and the south east Anatolia development project*, Carbondale, Southern Illinois University Press.
9. *Financial Times*, 24 mai 1990.
10. INAN (K.), 1989, « GAP, a project which creates new dimensions in the Middle East » in *Turkey's place in the Middle East. Economy, political and cultural dimensions*, sous la direction d'E. MANISALI, Istanbul, The Middle East Business and Banking magazine publications.
11. KOLARS (J.), hiver 1986, « The hydro-imperative of Turkey's search for energy », *Middle East Journal*, vol- 40 n°1, p. 64.
12. Assemblée générale des Nations Unies, *Projet d'articles de la loi de l'utilisation des voies d'eau internationales en dehors de la navigation* texte ronéoté s. f., 1992.
13. KOLARS & MITCHELL, *op. cit.*
14. *Middle East Economic Digest* 26 mars 1988 et 13 octobre 1989 ; *al-Hayât* 9-15 novembre 1989 (« Muchkilat al-mawârid al-mâ'iyya li-l-Charq al-awsat »); *Financial Times* 3 janvier 1990.
15. La chance tient pourtant peut-être à ce que chacun des trois États riverains est largement en retard par rapport à ses projets affichés.
16. Communication orale de P.-J. LUIZARD, auteur de *La formation de l'Irak contemporain : le rôle politique des ulémas chiites à la fin de la domination ottomane et au moment de la création de l'État irakien*, Paris, éd. du CNRS, 1991.
17. Le débit naturel de l'Euphrate varie annuellement et saisonnièrement entre 162 et 700 m³/s selon J. KOIARS, « The hydro-imperative of Turkey's search for energy ». *op. cit.*, p. 65.
18. AS-SAMMAN (N.), s. d. (1992 ?), *Harb al-miyâh. Min al-Firât ila-l-Nîl*, s. 1. (Damas ?).
19. STARR (J.) & STOLL (D.), 1988, *The politics of scarcity. Water in the Middle East*. Boulder, Westview.
20. Par exemple « Qissat al-hiif al-isrâ'îlî ma'a Turkiyâ wa Ithiyûbiyâ », pp. 153 sq., in H. S. AL-MAW'AD, *Harb al-miyâh fi-l Charq al-Awsat*, Damas, Dâr kan'ân li-l-dirâsât wa-l-nachr, s. d. (1992 ?).
21. LOWI (M.), « International river basins and inter-state conflict : the potential for cooperation », Communication multigr. à la réunion annuelle de la MESA, Washington D. C., novembre 1991. Son Ph. D. *Water and power: the politics of a scarce resource in the Jordan river basin* doit paraître à Princeton University Press.
22. Dans sa communication à la réunion de la MESA, M. LOWI présente la Syrie comme la « puissance dominante » qui bloque, depuis 1948, les négociations sur le partage du Jourdain. Une thèse plus que contestable mais que nous ne pouvons discuter ici.
23. A l'époque, le m³ d'eau douce obtenue par la désalinisation revenait à environ 5 \$ en Arabie Saoudite.
24. Cf. par exemple l'interview de Nfejati Utkan représentant personnel du Président Özal pour la préparation du Global Water Summit qui devait se tenir en octobre 1991 à Istanbul, au *Washington Times*, 20 mars 1991.
25. Brièvement, on peut renvoyer aux travaux de Joseph ABU NOHRA et de l'école historienne libanaise, à ceux d'Abqel Majjid TAMIMI au CEROMDI de Zaghuan, de l'université de Yarmuk (où a travaillé en particulier Engin AKARLI) aux recherches de Abdel Karim RAFIQ, Ulrich HAARMANN, François GEORGEON, etc.
26. Deux exemples récents en sont le rappel, par le ministre syrien de l'Information Muhammad Salman du caractère arabe d'Alexandrette lors d'une visite à Nicosie en décembre 1989, et

l'affirmation par le ministre d'État turc Karam Inan, en janvier 1987 que pas moins d'un million et demi de Turcs et Turcomâns vivent dans l'ancienne wilâya de Mossoul.

27. PICARD (E.), « Les relations entre la Turquie et ses voisins arabes. Des contraintes idéologiques à celles de la géostratégie », in *Turquie 1980-1990*, à paraître sous la direction de P. DUMONT et F. GEORGEON.

28. A Washington, 20 septembre 1990, d'après SWB.

29. Cf. *La question kurde*, sous la direction d'E. PICARD, Bruxelles, Complexe, 1991.

30. Des indications significatives in ROBINS (Ph.), 1991, *Turkey and the Middle East*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, Pinter Publishers.

31. Été 1975, « Le partage des eaux de l'Euphrate », *Maghreb-Machrek* 69, pp. 61-68.

32. Cf. KIENLE (E.), 1990. *Ba-ath. The conflict between Syria and Irak, 1968-1989*, Londres, I. B- Tauris.

33. Résolution 688 (5 avril 1991) du Conseil de Sécurité de l'ONU.

34. Turgut Özal, cité par *Cumhuriyet*, 31 janvier 1991.

INDEX

Mots-clés : conflits, eau, guerre, Proche-Orient, relations internationales, stratégie

AUTEUR

ELIZABETH PICARD

CERI-FNSP